

Brochure n° 3183

Convention collective nationale

IDCC : 1182. – **PORTS DE PLAISANCE**
(6^e édition. – Août 2003)

AVENANT N° 53 DU 15 JUIN 2004
RELATIF À LA DÉTERMINATION DU SALAIRE MINIMAL
NOR : *ASET0550578M*
IDCC : 1182

Entre :

La fédération française des ports de plaisance (FFPP),

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

réunis en commission paritaire le 15 juin 2004 à Paris, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

*Addition d'un nouvel alinéa
à l'article 37 de la convention collective nationale*

Les parties signataires du présent avenant à la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance décident d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 37 de ladite convention « Détermination du salaire minimal », après l'alinéa indiquant que « ces différentes données sont fixées par les annexes de la présente convention collective », rédigé comme suit :

« Tout salarié embauché au coefficient 145 de la grille indiciaire conventionnelle, en contrat à durée déterminée ou indéterminée, ne peut être maintenu à ce coefficient que pour une durée maximum de 6 mois, continue ou discontinue, au cours d'une même période de 12 mois consécutifs. Au-delà de cette durée, il sera classé au coefficient 150 de la grille incidiare. »

Article 2

Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature.

Article 3

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité l'extension du présent avenant à la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance du 16 mars 1982.

Article 4

Dépôt et publicité

Le présent accord collectif, conclu selon les dispositions des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, porte modification de l'article 37 de la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance.

Il est établi en autant d'exemplaires originaux qu'il est nécessaire pour être remis à chacune des parties signataires et pour l'accomplissement des formalités de publicité et de dépôt telles que prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 15 juin 2004.

(Suivent les signatures.)